

PARTICIPATION CITOYENNE FAKE NEWS – 2018

Analyse des contributions

Participation

Durant le mois de mai 2018, le site www.stopfakenews.be a compté 7931 visiteurs uniques, et parmi ceux-ci 256 citoyens ont participé activement à la consultation. 71¹ propositions ont été débattues sur la plateforme, dont 8 propositions officielles, chacune dans les 2 langues nationales. 55 propositions ont été émises par des citoyens, dont 18 en français et 37 en néerlandais. On dénombre au total 1103 votes exprimés, dont 583 pour, 468 contre et 52 neutres.

I. Propositions officielles²

Les propositions **rejetées le plus massivement** sont celles qui préconisent une **intervention par les pouvoirs publics en périodes électorales**, et pour le fait que les **plateformes privilégient les journaux de qualité ayant pignon sur rue**.

- Dans les mois précédant les élections, les pouvoirs publics doivent pouvoir rapidement effacer les fake news des médias sociaux (92% contre).
- Facebook et Twitter doivent donner la priorité aux journaux de qualité ayant pignon sur rue (92% contre)

D'autres propositions allant dans le sens d'une plus grande **intervention des réseaux sociaux** pour détecter les fake news ont aussi été massivement rejetées.

- Les réseaux sociaux doivent déceler et supprimer les informations qui de toute évidence sont fausses (74% contre).

Les citoyens semblent surtout favorables aux propositions qui protègent les libertés et droits fondamentaux, et défavorables aux propositions qui tendent à les restreindre.

La proposition officielle qui recueille le plus de votes positifs (67) **est une proposition consistant à refuser toute intervention des pouvoirs publics ou d'autres parties :**

- Il ne faut rien faire. L'internet doit rester ouvert et libre. Pas de loi. (79% pour)

La proposition officielle qui recueille le plus grand nombre de votes négatives (66) est la création d'une **police des réseaux sociaux**.

- Il faudrait une police des réseaux sociaux. (86% contre)

¹ 73 propositions enregistrées mais dont 2 ont été retirées

² Les chiffres cumulent les votes sur les deux versions linguistiques de la même proposition

Si une partie des participants est favorable à une **restriction de l'anonymat** sur les médias sociaux, trois quarts y sont opposés :

- Fini les faux profils sur les médias sociaux : désormais il faudra l'eID ou Itsme pour se connecter à Facebook. (74% contre)

Les participants jugent la **vie privée** importante et aimeraient que l'on interdise la publicité personnalisée, mais ne sont pas prêts à payer pour bénéficier de services comme Facebook.

- La vie privée n'est pas à vendre. Il faut interdire la publicité personnalisée. (63% pour)
- Dorénavant, Facebook sera payant. En échange, Facebook ne touche pas aux données. (85% contre)

II. Propositions de citoyens

Les propositions postées sur la plateforme par des citoyens se répartissent dans les catégories suivantes :

	Nombre de propositions	Pour	Neutre	Contre	Total des votes	Nombre de réactions
Education	14	174	3	2	179	8
Médias	18	106	8	25	139	9
Vérification des faits + outils	11	96	7	41	144	9
Media = fake news	5	57	5	15	77	14
Technologie	7	26	4	15	45	3
Modèle de rémunération	2	22	3	4	29	5
Éthique politique	3	17	0	1	18	2
Plateformes	3	8	1	13	22	1
Anonymat	3	5	2	15	22	2
Recherche	1	3	0	1	4	1

Certaines peuvent se classer dans plusieurs catégories.

A. Thématiques

Dans les propositions de citoyens, trois thèmes semblent particulièrement populaires, tant en ce qui concerne le nombre de propositions que le nombre de votes pour.

1. Education

Avec 14 propositions et 174 votes, l'éducation génère le plus grand nombre de votes positifs de citoyens. Les propositions sont aussi plébiscitées, avec un nombre remarquablement peu élevé de votes contre dans cette catégorie. Selon ces propositions, l'enseignement est la principale arme contre les *fake news*, et est souvent perçu comme une mesure intelligente pour s'attaquer au phénomène, contrairement à la législation répressive ou à la censure.

Selon ces propositions, il faudrait traiter la thématique des fake news dans l'enseignement : éduquer les élèves aux médias, mais aussi à la citoyenneté politique et à l'esprit critique. Des idées comme le passeport citoyen ou une formation pluridisciplinaire dans le cursus scolaire sont proposées. La formation et l'information sur ce thème peuvent toutefois sortir du cadre éducatif et il ne faut pas oublier de s'adresser aussi aux adultes dans les campagnes d'information.

2. Médias

Un deuxième thème important dans les propositions de citoyens est la confiance dans les 'médias classiques'. Un large éventail de propositions, allant de suggestions concrètes visant à améliorer les médias (18 propositions – 106 votes) à "les médias sont des *fake news*" (5 propositions – 57 votes), génèrent le plus grand nombre de propositions et le deuxième plus grand nombre de votes positifs, après l'enseignement.

Il ressort de ces propositions que les citoyens sont manifestement partisans d'une **transparence, d'une responsabilité, d'une diversité et d'une objectivité accrues** dans le chef des médias classiques.

Les participants sont clairement demandeurs de plus de transparence : citation des sources, une distinction plus claire entre les faits, les opinions et les suppositions, etc. Le fait de prendre ses responsabilités, en publiant par exemple des corrections sur une page importante ou en employant des titres moins racoleurs, est aussi mis en avant. Plusieurs propositions portent sur les concentrations de pouvoirs dans le paysage médiatique ; il en ressort que les citoyens considèrent le manque de diversité comme un risque. Dans une partie de ces propositions, les médias classiques sont tout simplement perçus comme *fake news* ou comme partisans sur le plan politique. Certains citoyens mettent très clairement en doute l'objectivité des médias classiques et prétendent qu'ils cachent certaines informations. D'autres proposent un soutien financier aux médias, y compris au profit de la diversité et de jeunes projets.

De manière générale, on observe dans cette catégorie plus de votes contre que dans la catégorie « enseignement ».

3. Fact-checking et outils pour les citoyens

Le *fact-checking* et les outils pour les citoyens (11 propositions – 96 votes) représentent le troisième thème le plus important pour les citoyens. Il s'agit de proposer aux citoyens plus d'outils pour les aider à distinguer les infos fiables des fausses infos et de faciliter le *fact-checking*. Il est par exemple proposé de créer un site belge centralisé où les fake news pourraient être signalées ou qui mobiliserait des experts et des citoyens pour évaluer les actualités. Des propositions concernant les certificats ou labels en ce qui concerne la qualité et le contenu des articles apparaissent aussi dans cette catégorie.

Plusieurs thèmes recueillent moins de propositions et/ou moins de votes pour :

- Technologie : les solutions technologiques comme la *blockchain*, un *plugin* ou un *ad-blocker* pour les fake news, un réseau social européen *open source* ou la création d'organisations à but non lucratif pour aiguiller l'innovation technologique contre les fausses nouvelles.
- Modèle de rémunération : sortie du modèle de rémunération pour les fake news.
- Éthique politique : Les politiciens devraient montrer l'exemple dans le traitement de l'information.
- Plateformes : plus de responsabilité (ex. détection des faux comptes) ou taxation des plateformes au profit des producteurs de contenu.
- Anonymat : restreindre l'anonymat sur les médias sociaux.
- Étude : plus d'étude sur le phénomène en Belgique et définition du problème.

Trois propositions citoyennes seulement prônent explicitement une législation. Elles recueillent plus de votes négatifs que positifs. Les propositions en faveur de de la liberté et contre la censure (9) recueillent de nombreux votes positifs des participants (119).

B. Top 5 des propositions³

1. Eduquer à l'esprit critique au lieu de censurer les contenus (33 pour / 0 neutre / 0 contre)

<https://monopinion.belgium.be/processes/stopfakenews/f/81/proposals/99>

2. Aanduiden van bronnen (29 pour / 0 neutre / 2 contre)

<https://monopinion.belgium.be/processes/stopfakenews/f/81/proposals/67>

3. Kritische zin en fact-checking in het onderwijs (27 pour / 1 neutre / 0 contre)

<https://monopinion.belgium.be/processes/stopfakenews/f/81/proposals/72>

4. Au nom de la démocratie: Non à la censure des "Fake News" ! (24 pour / 0 neutre / 0 contre)

<https://monopinion.belgium.be/processes/stopfakenews/f/81/proposals/80>

5. Educatie, geen censuur (24 pour / 0 neutre / 0 contre)

<https://monopinion.belgium.be/processes/stopfakenews/f/81/proposals/83>

Conclusions

Selon les propositions et les votes exprimées, **la première préoccupation des citoyens est la restriction du droit à la liberté d'expression**. Les propositions qui s'expriment en faveur de la liberté et contre la régulation ou la censure ont reçu de nombreux votes positifs de la part des participants. Seul un petit nombre de participants prônent explicitement de légiférer.

Il existe manifestement une **méfiance saine quant à l'évaluation de ce qui est une fausse information et ce qui ne l'est pas** par des parties ayant un pouvoir, comme les pouvoirs publics et les plateformes de médias sociaux.

Dans leurs propositions, les citoyens mettent surtout l'accent sur l'éducation, et trouvent que les citoyens eux-mêmes devraient apprendre à faire face aux « fake news ». Les propositions visant à créer des **outils** pour aider les citoyens à distinguer le vrai du faux dans l'information (comme le *fact checking*) sont populaires.

Eu égard aux médias classiques, bon nombre de votes se lèvent pour demander un renforcement de la **transparence, de la responsabilité, de la diversité et de l'objectivité**.

Une partie des citoyens plaident pour une réduction de l'**anonymat sur les médias sociaux**, mais une majorité de citoyens semblent plutôt préoccupés par les conséquences d'une telle mesure dans des **contextes moins démocratiques**.

Enfin, les citoyens ont formulé un **certain nombre de propositions** visant à avoir recours aux technologies pour lutter contre les fake news, à s'attaquer au modèle de rémunération des fake news, à encourager ou à charger les plateformes à agir et à promouvoir la recherche sur le phénomène en Belgique. Les politiciens, selon les citoyens, devraient aussi donner l'exemple dans leur manière de gérer l'information.

³ Dans la langue de leur publication